

LA PRESSE VUE PAR LE SERCE du 15 au 31 janvier 2012



60 ans de nucléaire ont coûté 228 milliards d'euros

228 milliards d'euros, tel est le montant des investissements réalisés dans l'électricité nucléaire en France depuis les années 1950. C'est ce qu'établit le rapport de la Cour des comptes commandé par le gouvernement à la suite de la catastrophe de Fukushima et dévoilé le 31 janvier. D'après ce rapport les investissements publics ou privés réalisés dès l'origine sont bien « identifiés ». La construction des unités de production est estimée à 121 milliards d'euros (hors coût de Superphénix). Le parc actuel, composé de 58 réacteurs a coûté à lui seul 96 milliards d'euros. Le poste lié à la recherche, publique et privée, est évalué à 55 milliards d'euros, soit près d'un milliard par an.

La Cour des Comptes relève qu'en revanche **les futures charges des opérateurs sont incertaines « par nature »**, notamment celles liées aux opérations de démantèlement et à la gestion à long terme des déchets radioactifs. L'éventualité d'une augmentation de ces charges est évoquée tout en soulignant qu'elle aurait un impact moins important sur le coût global de la production d'électricité nucléaire que l'évolution des dépenses de maintenance des installations. La Cour a calculé que celles-ci devraient au moins doubler entre 2011 et 2025 et s'élever en moyenne à 3,7 milliards d'euros par an, contre 1,7 milliard d'euros en 2010. Enfin, le rapport établit que ne pas prolonger les réacteurs au-delà de 40 ans nécessiterait « un effort très considérable d'investissement équivalent à la construction de 11 EPR d'ici 2022 », effort qui lui paraît « très peu probable, voire impossible ».

AFP – AEDD - 31/01/12

Une version provisoire du rapport de la **Commission Energie 2050** qui doit être remis le 13 février prochain à Eric Besson, ministre de l'Industrie et de l'Energie montre « en particulier que la trajectoire optimale pour notre pays consiste à prolonger la durée de vie des centrales existantes aussi longtemps que l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) le permettra ». Les experts préconiseraient également de « prévoir un petit nombre d'EPR pour lisser la production au moment de la fermeture des centrales les plus anciennes, et à préparer l'avenir en poursuivant activement le développement de la génération 4 » des réacteurs. Parmi les autres recommandations, la commission recommanderait de « faire de la sobriété et de l'efficacité énergétique une grande cause nationale ».

AFP – 30/01/12 – Enerpresse – www.actu-environnement.com - 31/01/12 -

ECONOMIE

François Fillon a ramené la **prévision de croissance économique pour 2012 à 0,5 % au lieu de 1 %** comme initialement prévu. Cette révision « permet de prendre en compte la détérioration de la situation économique », a expliqué le premier ministre qui estime cependant que « la croissance devrait redémarrer dans la zone euro et en particulier en France avant la fin du premier semestre ».

Le Monde – 31/01/12 – Les Echos - Fig. Eco.– 31/01/12



La facture énergétique française a doublé entre 2002 et 2010. D'octobre 2010 à octobre 2011, elle a progressé de 38,5 %, pour s'élever à 60,4 milliards d'euros. La raison principale tient à la hausse des prix du pétrole qui ont bondi de plus de 40 % en moyenne sur l'année. Depuis 2002, les dépenses énergétiques sont passées de 22 milliards d'euros à 48 milliards d'euros en 2010, de quoi dégrader « pour près de la moitié » le solde commercial hexagonal. Seule l'électricité affiche un solde excédentaire de 2,3 milliards d'euros entre octobre 2010 et octobre 2011, essentiellement lié à des conditions climatiques relativement clémentes et au rebond des exportations suite à la décision de l'Allemagne d'abandonner le nucléaire.

Les Echos – 17/01/12

Fin décembre, **le Medef a porté plainte auprès de la Commission européenne contre la loi française du 28 mai 2010 instaurant les Sociétés Publiques Locales (SPL)**. Sociétés anonymes à capitaux uniquement publics, les SPL sont un moyen pour les collectivités d'externaliser des activités, sans mise en concurrence préalable. Les SPL exercent leurs activités pour le compte exclusif de leurs actionnaires, dans la limite de leurs territoires. L'organisation patronale les accuse de concurrence déloyale. Elle estime que « le nombre parfois très important d'actionnaires au sein de certaines SPL rend illusoire la réalité du contrôle, condition pourtant indispensable pour bénéficier de la dérogation ». D'après la Fédération des Entreprises Publiques Locales (FEPL), il y aurait près de 160 projets de création de SPL.

Les Echos – 27/01/12

L'Association d'Etude pour le Financement des Collectivités Locales (AEAFCL) estime que sur les 16 à 18 milliards d'euros en besoins d'emprunt, **il manquera entre 8 à 10 milliards d'euros en 2012**. Malgré le déblocage en décembre par le Premier ministre de 5 milliards d'euros de crédits complémentaires, l'année 2012 s'annonce délicate en termes de financement pour l'ensemble des collectivités locales et territoriales. Le Président de la Commission des Finances de l'Association des Maires de France (AMF), Philippe Laurent, estime « qu'il y aurait besoin de l'alliance Caisse des Dépôts et Consignations / La Banque postale, qui apporterait entre 3 et 5 milliards d'euros annuels ». La future agence des investissements locaux représenterait un « levier complémentaire » à l'offre bancaire traditionnelle et à celle de la nouvelle entité Caisse des Dépôts / Banque postale.

www.lagazettedescommunes.fr – 18/01/12

www.batiactu.com – 19/01/12 – La Tribune – 25/01/12

SOCIAL

La Loi de finances rectificatives pour 2011 a relevé le quota d'alternants (contrats d'apprentissage ou de professionnalisation) **de 3 % à 4 % dans les entreprises de plus de 250 salariés**. Le 29 janvier, Nicolas Sarkozy a annoncé **souhaiter augmenter ce quota à 5 %**. En cas de non-respect, les pénalités seraient doublées pour les entreprises comptant moins de 1 % d'apprentis, passant de 0,4 % de la masse salariale pour les entreprises dont l'effectif est compris entre 250 et 2 000 salariés et à 0,6 % de la masse salariale pour les plus grosses. Actuellement l'effectif moyen en apprentissage dans les entreprises de plus de 250 salariés est de 1,7 %. Le Medef a « pris acte de ces mesures » et « souhaite travailler de manière constructive avec le gouvernement en examinant la situation secteur par secteur ». François Fillon a précisé que le projet de loi de finances rectificatives actant ces nouvelles dispositions serait présenté le 8 février en Conseil des ministres.

www.lemoniteur.fr – 30/01/12 – Les Echos – Fig. Eco. - 31/12/12

L'emploi intérimaire a accusé un net recul de 8,1 % en décembre 2011 comparé à décembre 2010. Les effectifs les plus touchés correspondent aux ouvriers qualifiés (-13,4 %) et aux employés (-9,8 %) alors que la baisse reste plus mesurée pour les ouvriers qualifiés (-3,9 %) ou les cadres et professions intermédiaires (-1,8 %). C'est le troisième mois consécutif que cet indicateur régresse après 22 mois d'augmentation et un début 2011 dynamique. Cette tendance concerne particulièrement le secteur industriel (-9 %) et le BTP (-8,7 %), secteurs qui résistaient relativement bien jusqu'à présent.

Les Echos – 30/01/12

EDF prévoit de recruter 6 000 personnes en 2012. Compte tenu des départs à la retraite, le solde net sera de 1500 recrutements. Les emplois concernés sont destinés à EDF et ses filiales, notamment dans la production, principalement dans le nucléaire (2 900 emplois), la distribution (1 900 emplois), les activités commerciales (635 emplois) et la recherche et le développement (125).

AFP – 21/01/12 – Enerpresse – 24/01/12

ENERGIES – TELECOMMUNICATION – ENVIRONNEMENT

En France

La SNCF s'apprête à créer une société privée de travaux. Cette nouvelle filiale lui permettra de se positionner sur le marché concurrentiel face aux entreprises privées. L'objectif est de proposer des prix de marché à RFF qui estime que les entreprises privées pratiquent des tarifs 20 à 25 % moins chers que ceux de SNCF Infra qui réalise les travaux ferroviaires pour le gestionnaire de l'infrastructure. L'objectif de la nouvelle filiale serait de réaliser, dans un premier temps, un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros. La nouvelle entité réalisera des travaux de voies, de maintenance et de caténaires. Elle emploierait une centaine de salariés dépendant de la convention ferroviaire. La SNCF n'a pas précisé si sa filiale serait dotée de moyens matériels et humains propres ou si elle s'adosserait à ceux de sa maison-mère. Philippe Imbert, Président du Syndicat des Entrepreneurs de Travaux de Voies ferrées de France (SETVF) s'inquiète de savoir « comment la SNCF, mandatée par RFF, va pouvoir être à la fois maître d'œuvre et choisir, pour réaliser les travaux, entre sa propre filiale et une entreprise spécialisée indépendante ».

www.lemoniteur.fr – 27/01/12 – Le Figaro – 24/01/12

D'après les derniers éléments statistiques fournis par ERDF, **le temps de coupure de l'électricité moyen annuel par client a chuté de 39 % en 2011, pour atteindre 73 minutes** contre 119 minutes en 2010. Fort de la constatation « d'une nette amélioration de la qualité de la distribution de l'électricité », le gestionnaire du réseau de distribution a précisé que ce résultat avait été obtenu « grâce à la poursuite de la reprise de ses investissements », à hauteur de **2,82 milliards d'euros en 2011 soit 10 % de plus qu'en 2010**. En 2011 près de 5300 km de lignes existantes ont été enfouis et 1 000 km de câbles en zones urbaines ont été renouvelés. L'automatisation du réseau s'est poursuivie avec l'installation de plus de 60 000 appareils télécommandés destinés à faciliter « son pilotage à distance et permettre de réalimenter le plus grand nombre de clients dans les meilleurs délais en cas d'aléas climatiques ».

AFP – 19/01/12 – Enerpresse – 20/01/12

Le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) prévoit d'investir 1 386 millions d'euros en 2011 pour continuer à renforcer et moderniser le réseau de transport. En 2011, le RTE a investi 1 179 millions d'euros dont 1 030 millions d'euros pour les ouvrages de réseau.

Europ Energies – 19/01/12

Des conditions climatiques relativement clémentes et une conjoncture économique dégradée ont **conduit la France à consommé 6,8 % d'électricité en moins en 2011** (478,2 TWh) en comparaison avec 2010. Mais corrigée du facteur météorologique, la consommation est en hausse de 0,8 % d'après le « Bilan électrique 2011 » publié par le RTE. En ce qui concerne la production, l'année se caractérise par l'essor des énergies renouvelables. Le parc éolien a progressé de 15 % (6 640 MW), ne permettant cependant de couvrir que 2,5 % de la consommation d'électricité compte tenu d'un taux de fonctionnement faible (21,3 %). Atteignant 2 230 MW, la capacité de production du parc photovoltaïque a triplé par rapport à 2010, de quoi fournir 1,8 TWh en 2011. Fin 2011, les projets éoliens et photovoltaïques en attente de raccordement dépassaient un volume de 2 500 MW. L'arrêt de la production nucléaire outre Rhin et la consommation moindre d'électricité dans l'hexagone ont contribué à permettre à la France d'exporter 55,7 TWh en 2011, un solde exportateur multiplié par deux comparé à 2010.

AFP – AEDD - Europ Energies - 19/01/12 – Les Echos – www.enerzine.com - 20/01/12

Un décret est paru le 29 janvier instaurant **l'obligation de réaliser un audit énergétique dans les bâtiments à usage principal d'habitation en copropriété de plus de cinquante lots ou plus**, équipés d'une installation collective de chauffage ou de refroidissement. Cette mesure concerne les immeubles dont la date de dépôt du permis de construire est antérieure au 1^{er} juin 2001. L'audit devra être réalisé dans un délai de 5 ans. L'exécution de ce diagnostic énergétique devra être inscrite à l'ordre du jour de l'assemblée générale des copropriétaires par les syndicats de copropriétés. Il devra s'accompagner de propositions de travaux d'amélioration de la performance énergétique du bâtiment.

www.batiactu.com – www.lagazette.fr - 30/01/12

Le 17 janvier dernier, les opérateurs **Orange et Bouygues Telecom ont conclu un partenariat sur le partage des réseaux FTTH** déployés par Orange sur le territoire national. L'accord prévoit pour Bouygues télécom un accès au réseau de fibre optique déployé par l'opérateur historique dans les zones très denses, sur le segment desservant les immeubles ce qui représente un marché potentiel de 1,7 million de logements. En dehors de ce territoire, Bouygues a accepté l'offre de mutualisation de la partie terminale des réseaux FTTH d'Orange, de quoi lui permettre d'accéder à 8,9 millions de logements supplémentaires. Cet accord de co-investissement complète ceux préalablement signés par Orange avec Free et SFR au deuxième semestre 2011.

www.localtis.info – 17/01/12

La Commission de l'Energie (CRE) a fixé le 17 janvier dernier les **conditions d'achat de l'électricité photovoltaïque au 1^{er} trimestre 2012**. Les tarifs accusent une nouvelle baisse de -4,5 % pour les installations dans le résidentiel et de -9,5 % pour les autres types d'installations. En un an les tarifs ont respectivement reculé de 15,65 % pour les installations intégrées au bâti des habitations et de 26 % pour les autres bâtiments.

www.batiactu.com – 24/01/11 – www.enerzine.com – 25/01/12

Une récente étude de l'Ademe, présentée lors des Assises de l'Energie à Dunkerque, établit que pour répondre à la demande **sur le marché de l'efficacité énergétique dans le bâtiment, près de 70 000 professionnels de plus devront être mobilisés d'ici 2014** par rapport à 2009. Les besoins en formation les plus importants concernent l'isolation, la pose d'équipements d'énergies renouvelables, l'étanchéité à l'air et la ventilation.

Energie Plus – www.batiactu.com - 30/01/12

En Régions

Eric Besson a annoncé que **l'Etat soutiendrait le déploiement de la fibre optique dans 5 départements à hauteur de 50 millions d'euros**. Cette aide s'inscrit dans le cadre du soutien apporté par le gouvernement aux réseaux d'initiative publique des collectivités territoriales. Les départements concernés sont ceux de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire et Puy-de-Dôme) et celui de la Manche (50). Le ministre a précisé que d'ici un an, 12 départements ou régions bénéficieraient de ce soutien.

www.arcep.fr – 20/01/12

Basse-Normandie. La construction de la **ligne à très haute tension Cotentin-Maine**, destinée notamment à acheminer l'électricité produite par le futur EPR de Flamanville (Manche) vient de démarrer. Le premier pylône devrait être levé vers la mi-février. La construction de cette nouvelle ligne de 163 km et 420 pylônes mobilisera près de 40 entreprises et entre 800 à 900 salariés. L'investissement s'élève à 350 millions d'euros. Il s'agit de l'un des plus gros chantiers jamais menés par RTE.

AFP – 17/01/12 - Enerpresse – 19/01/12

Ile-de-France. La première centrale photovoltaïque au sol a été inaugurée le 20 janvier dernier, à Sourdun près de Provins (Seine-et-Marne). Sur un ancien terrain militaire de 15 hectares, 12 sont couverts de panneaux photovoltaïques. L'installation, d'une puissance de 4,5 MWc permettra de fournir de l'électricité aux 12 000 habitants de Provins tout en évitant le rejet de 600 tonnes équivalent CO₂ par an. L'investissement s'est élevé à 13 millions d'euros.

AFP – 18/01/12 - www.batiactu.com – 19/01/12

Midi-Pyrénées. La ville de Toulouse et EDF Collectivités ont signé un accord de partenariat destiné à améliorer l'efficacité énergétique et la réduction des émissions de CO₂. Des actions devraient être notamment engagées pour développer des écoquartiers et pour optimiser les installations d'éclairage public. A terme, la collaboration pourra s'élargir à la mobilité électrique, aux systèmes électriques intelligents ou aux Certificats d'Economies d'Energie (CEE).

www.touleco.fr – 23/01/12

Nord-Pas-de-Calais. La communauté urbaine de Lille (59) projette de construire un réseau d'initiative publique pour équiper l'ensemble de son territoire d'ici 2019 en FTTH, soit 465 000 prises. Le projet s'effectuerait dans le cadre d'une délégation de service public pour une durée de 20 ans. Sur les 85 communes de la communauté d'agglomération, 65 sont directement concernées par le projet, les 17 autres étant couvertes par des initiatives privées. La décision d'attribution du marché devrait intervenir d'ici la fin de l'année 2012.

www.arcep.fr – 27/01/12

Rhône-Alpes. Les syndicats d'énergie de 8 départements (Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Rhône, Savoie et Haute-Savoie) se sont regroupés au sein de l'Union des Syndicats d'Energies de Rhône-Alpes (USÉRA). Ces 9 syndicats investissent près de 300 millions d'euros par an dans l'électrification, l'éclairage public, l'efficacité énergétique ou le développement des énergies renouvelables. L'objectif de la nouvelle structure sera de mutualiser les moyens pour améliorer le service public et notamment mieux contrôler les concessionnaires d'électricité et de gaz. Ils souhaitent tout particulièrement améliorer la maîtrise de leurs consommations énergétiques. Après le Centre, la Bretagne et Rhône-Alpes, d'autres régions pourraient assister à de tels regroupements : les syndicats des régions PACA, Bourgogne et Midi-Pyrénées seraient également intéressés.

www.lagazette.fr – 16/01/12

En Europe

Bruxelles. Fin décembre, la Commission européenne a lancé une consultation sur l'avenir de l'éclairage par Led. Pour la Commission il s'agit d'accélérer le déploiement de cette technologie en permettant le développement de l'industrie européenne en la matière tout en réalisant une économie de 20 % sur l'énergie consommée d'ici à 2020. Parmi les freins à lever figurent le coût du produit, l'absence de normes communes et un usage encore peu familier de la part des usagers potentiels.

www.lemoniteur.fr – 16/01/12

Espagne. Près de Séville (Andalousie), Gemasolar est la première centrale solaire commerciale au monde pouvant produire de l'électricité 24 h sur 24. Pour ce faire, du sel fondu est utilisé à la place du pétrole comme fluide de transfert. Près de 2 600 miroirs disposés de façon circulaire sur 185 ha concentrent les rayons solaires sur un récepteur central contenant le sel liquide. La température obtenue dépasse les 500 °C et permet de générer une vapeur pressurisée qui actionne les turbines. La capacité de stockage en sel permet à la centrale d'injecter en continu durant 15 heures de l'électricité sur le réseau sans qu'il y ait de soleil, la nuit ou par ciel couvert. D'une capacité de 19,9 MW la centrale se substitue à une centrale thermique classique qui consommerait 89 000 tonnes de lignite ou 217 000 barils de pétrole. Elle permet ainsi de réduire de plus de 30 000 tonnes par an les émissions de CO₂.

www.enerzine.com – 19/01/12

BTP

Si les grands groupes du BTP se portent bien, il n'en va pas de même pour de nombreuses PME du secteur. Sur 60 000 défaillances enregistrées en un an, 16 000 à 20 000 interviennent dans le BTP et « la crise commence à attaquer le cœur du secteur » estime Eric Joffin, expert chez Coface France. En 2008, sur 17 000 défaillances dans le BTP, plus de 10 000 concernaient des PME de moins de 5 ans. Désormais, sur un total de 16 700 défaillances, seulement 4 800 PME ont moins de 5 ans contre 8 200 entreprises de 5 à 10 ans. Un défaut de trésorerie et des prix de plus en plus tirés vers le bas menacent des entreprises de plus en plus matures. Dans les travaux publics, la reprise devrait se chiffrer par une croissance de l'activité de 2,5 % en 2011 après 3 années de crise et un recul de 15 % en 2010.

Les Echos – 24/01/12